

**« La Belgique est incurablement malade » - Interview de François Perin par Han Renard, dans « Knack » du mercredi 22 octobre 2008**

(Traduction : Jules Gheude)

La grand François Perin, spécialiste de la constitution, personnage-clé du Mouvement wallon de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle et rattachiste convaincu, revient pour «Knack » sur les causes du malaise communautaire actuel.

L'éminent professeur liégeois de droit public François Perin (87 ans) est un monument politique du fédéralisme wallon et un rattachiste dans l'âme. Sa vie, longue et bien remplie - Perin fut fondateur de plusieurs partis politiques, député, ministre et sénateur -, coïncide avec une part captivante de notre histoire nationale.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, François Perin, alors âgé de 20 ans, adhéra au mouvement clandestin « Wallonie Libre » et devint membre, en 1944, du Parti Socialiste Belge (PSB). Ses critiques lui reprocheront plus tard d'être le *recordman absolu de la versatilité politique*, car le professeur a accompli, au long de sa carrière, plusieurs bonds politiques curieux. Un parti n'est qu'un instrument, estimait François Perin, et il a toujours agi en conséquence. Mais tant ses amis que ses ennemis reconnaissant que cet homme au tempérament fort, orateur brillant, doté d'une intelligence fine et d'un humour mordant, a amené en politique un niveau intellectuel d'une rare élévation.

Ce ne fut pas une sinécure de fixer une date pour notre entretien. En dépit de son âge avancé, François Perin a encore un agenda chargé et il fait constamment la navette entre Liège, Bruxelles et Sint-Idesbald. C'est lors d'une belle journée d'automne, fin septembre, qu'il a finalement bien voulu - il a fallu, il est vrai, insister quelque peu - nous parler de ce qu'il a coutume d'appeler «le mal belge ». Un mal incurable, qui a nom nationalisme flamand. Depuis qu'il a fixé définitivement son espoir sur Paris, à la fin des années 1970, Perin pense que seuls la suppression de la Belgique dominée par la Flandre et le rattachement de la Wallonie, et éventuellement aussi de Bruxelles, à la France pourront délivrer les francophones de leurs maux. Mais dans ses jeunes années, Perin voyait les choses tout à fait autrement.

*La Belgique sera fédérale ou ne sera pas* : telle était alors sa position. Perin voulait donner une structure fédérale à cette Belgique unitaire qui était, à ses yeux, ingouvernable. Durant de longues années, il s'est lancé dans une opération «Sauvons la Belgique », jusqu'à ce qu'il arriva à ne plus croire que la Belgique pouvait encore être sauvée. Ce pessimisme belge l'amena, le 26 mars 1980, à démissionner spectaculairement du Sénat, où il siégeait au nom des libéraux francophones du PRL. Avec un discours d'adieu enflammé devant la Haute Assemblée, Perin écrivit l'histoire parlementaire. *Il est difficile de rester parlementaire d'un Etat auquel on ne croit plus et représentant d'une nation qui n'existe plus*, lâcha le professeur avec une logique implacable.

Au cours de cette dernière année, la confiance dans la nation belge s'est aussi rapidement effritée dans l'opinion publique francophone. Selon un sondage du « Soir » de cet été, presque la moitié des francophones seraient déjà favorables à une réunion à la France, si la Belgique devait éclater. *J'ai été agréablement surpris. En l'espace de deux ans, on est passé de 29 à 49% de rattachistes !* souligne François Perin à la taverne Europa, son endroit habituel près de la plage de Sint-Idesbald.

*Ce sondage a bien sûr été réalisé quand les malheurs d'Yves Leterme étaient à leur paroxysme et que beaucoup de gens étaient très sceptiques quant à l'avenir de la Belgique, poursuit-il. Et il reste toujours chez les francophones ce raisonnement accessoire : si la Belgique devait disparaître parce que la Flandre proclame son indépendance, la Wallonie, contrairement à la Flandre, ne forme pas un peuple ou une nation.*

Bien au contraire. Les Wallons se sentent à ce point Belges que cela limite leur champ visuel, trouve Perin. On a eu un bel échantillon de cette myopie belge avec la manifestation pro-belge qu'une employée liégeoise de la poste a mise sur pied. *La composition de cette manifestation reflétait parfaitement la réalité, rit-il. Il n'y avait que des Wallons et des Bruxellois. C'est typique. Quand la Flandre demande plus d'autonomie, ils sortent le drapeau belge en Wallonie et à Bruxelles.* Mais la Flandre a déjà dépassé ce stade depuis longtemps, pense Perin, et c'est aussi pour lui le nœud de cet insoluble problème belge : *La Flandre est devenue un Etat à l'intérieur de l'Etat.* Le fédéralisme a échoué parce que seule la Flandre a su se développer, grâce au fédéralisme, en une sorte de nation, avec une langue, une culture, un territoire comme point de départ. En Wallonie, on ne trouve rien de semblable. Le Liégeois reconnaît ainsi l'échec de ses idéaux politiques du début. Car il a consacré longtemps son talent politique à amener la Belgique sur le sentier du fédéralisme. *Cela me semblait, juste après la guerre, la seule option valable, avoue-t-il.*

C'est au début des années 1960 que François Perin devint vraiment actif sur le plan politique. Avec le grand syndicaliste wallon André Renard, il fonda en 1961 le Mouvement Populaire Wallon (MPW), un groupe de pression d'obédience socialiste, né de la frustration de l'échec de la résistance ouvrière à la fameuse loi unique de Gaston Eyskens. Perin était alors rapporteur de la commission politique du MPW, qui avait élaboré, sous la conduite du professeur Fernand Dehousse, un projet fédéraliste pour la Belgique, et il alla prêcher avec fièvre le fédéralisme partout en Wallonie. Outre le fédéralisme, le MPW de Renard revendiquait aussi des réformes des structures économiques. Mais le Mouvement populaire wallon était dépourvu de tout sentiment nationaliste, souligne Perin. *Le raisonnement sous-jacent était qu'en Belgique, avec la suprématie numérique des Flamands majoritairement catholiques, on ne parviendrait jamais à obtenir une économie planifiée, taillée sur le modèle socialiste. D'où la nécessité d'une Région wallonne, car là les socialistes seraient majoritaires.* On pensait que les nationalisations et une économie planifiée dirigée par l'autorité publique apporterait le sauvetage, mais, pour Perin, cela s'est avéré être la grande illusion du renardisme. *André Cools a essayé aussi de mettre en pratique une forme de renardisme à Liège, via un certain nombre de sociétés publiques d'investissement, mais cela ne nous a pas menés fort loin.*

Les doctrines du grand syndicaliste ne le séduisent plus depuis longtemps, mais pour ce qui est du personnage André Renard, Perin est toujours lyrique. *André Renard était un véritable prince !, s'exclame-t-il. Renard n'aimait guère l'idéologie, poursuit Perin. Il n'avait que faire du déterminisme historique de Marx. Non, c'était un homme de terrain, il collait à la réalité. En outre, Renard était un très bel homme, avec le sourire d'une star d'Hollywood. Les femmes en étaient folles - et pas seulement les ouvrières.* André Renard devait décéder en 1962 d'une hémorragie cérébrale. Il avait à peine 52 ans.

En 1964, François Perin devint président du Parti Wallon des Travailleurs, un petit parti wallon (de gauche), qui fusionnera plus tard avec le Front Wallon de Robert Moreau pour former le Parti Wallon (PW). Le PW plaidait pour le fédéralisme, les réformes de structures, l'introduction du référendum et le retour des Fourons à Liège. En 1965, Perin fut élu pour la

première fois au Parlement. Il n'eut pas une haute idée de cette institution. *Les endroits les plus fréquentés sont le bar et les couloirs*, dit-il.

L'épisode du « Leuven Vlaams », à la fin des années 1960, fut un moment-charnière dans les relations communautaires de ce pays. *Le Leuven Vlaams a provoqué un choc énorme*, déclare Perin. *Les échauffourées avec la police, les manifestations, le cri de « Walen buiten ! »*

L'agitation dans la ville universitaire allait engendrer une fracture définitive au sein du parti démocrate-chrétien, qui éclate en CVP flamand et PSC francophone. Le Parti wallon s'élargit en Rassemblement Wallon, un hameçon électoral pour accrocher les catholiques francophones déçus. Au sein de ce RW, certains avaient déjà en vue le rattachement à la France, mais selon son biographe Jules Gheude, le véritable pessimisme belge de François n'a pris racine qu'une décennie plus tard.

De ces jours de contestation tumultueuse des années 1960, François Perin se souvient aussi d'un meneur d'étudiants liégeois particulièrement tapageur qui, comme nombre de ses anciens étudiants, feraient partie plus tard de l'establishment du pays. *Comme une sorte de Daniel-Cohn Bendit, il était là devant l'entrée du campus universitaire à Liège, en train d'exciter quelques milliers d'étudiants*. Perin parle ici de Guy Quaden, l'actuel gouverneur de la Banque Nationale.

Avec le traumatisme francophone causé par la scission de l'université de Louvain, le Rassemblement wallon va faire son beurre. Si le RW n'obtient en 1968 que 10,5% des voix, il double ce score en 1971, avec 20,9%. Durant cette même période, la Volksunie passe, elle, de 16,9 à 18,8% . Chacun commence à comprendre qu'il faut faire quelque chose pour apaiser les tensions communautaires entre Flamands et Wallons.

A partir de 1974, François Perin représente le RW au gouvernement Tindemans. Avec son collègue flamand, le CVP Robert Vandekerckhove, il deviendra le père spirituel de la loi de régionalisation provisoire - le début d'un calvaire politique, car dans les années qui suivront, il sera à peine question d'une véritable régionalisation. Il faudra même attendre 1989 pour que la Région bruxelloise voie le jour.

Non seulement la régionalisation reste en rade, mais entre le ministre Perin et son parti, les relations sont de moins en moins bonnes. En 1976, il démissionna comme ministre, après un grave accrochage interne sur le fameux *virage à gauche* de son président de parti, Paul-Henry Gendebien. Avec son poulain intellectuel, feu Jean Gol, dont la carrière politique commença, tout comme celle de Perin, à gauche pour finir ensuite, via quelques arrêts, à droite du centre politique, il se laisse séduire par les libéraux francophones.

Avec Jean Gol, son ancien assistant à l'Université de Liège qui allait s'affirmer très rapidement comme le chef incontesté du PRL, Perin eut des relations turbulentes qui se dégradèrent au fil des ans. *Jean Gol aimait me faire passer pour son père spirituel*, raconte François Perin, *mais en fait il s'en foutait complètement. Il m'a confié un rôle précis au PRL. Je devais veiller sur le parti comme un patriarche, mais pour le reste, je devais approuver de la tête en toutes circonstances. Oui Jean, vous êtes le plus intelligent de tous. Oui Jean, vous faites bien. Car Gol était un anxieux incertain, qui cherchait toujours confirmation. Et ce malgré son ego fortement développé. Ce dernier était en partie dû au pouvoir politique qu'il avait amassé. C'était aussi la faute de sa mère, qui avait fait de lui un dieu.*

Après une divergence de vue avec Gol sur l'Europe, Perin démissionne du parti en 1985. *J'étais furieux parce que Gol avait fait des déclarations antieuropéennes lors d'une assemblée des libéraux européens. En fait, Gol ne pouvait pas avaler les accords de Schengen. Pourquoi ? Ah ! Une fois parvenu en politique, Gol a eu le gros cou - il est devenu esclave du pouvoir. Comme ministre de la Justice, il avait aussi la Sûreté de l'Etat dans ses compétences. Il est devenu éperdument amoureux de tout cela. Mais avec Schengen, la Sûreté de l'Etat allait perdre quelques privilèges. C'était déjà trop pour Gol.*

Deuxième raison de la rupture : au Parlement européen, Gol était trop proche du RPR conservateur de Jacques Chirac. *Chirac et Gol se connaissaient bien*, dit Perin. *Bien qu'il ne faille pas donner trop de poids à cela. Mais cette amitié aurait pu jouer un rôle politique important. Si la Belgique chavirait, il y avait quelqu'un qui pouvait être reçu par Chirac.* Ce n'est plus aujourd'hui un secret que Jean Gol, à la fin de sa vie, était devenu aussi rattachiste au plus profond de lui-même. Lors du décès inattendu de Gol, Perin a donc versé des larmes amères. Pour lui, Gol était le seul homme politique francophone qui, si la Belgique éclatait, possédait l'envergure suffisante pour être écouté à Paris.

C'est aussi François Perin qui mit en contact Jean Gol et l'actuel président du MR, Didier Reynders. Une rencontre qui allait se développer très vite en un véritable lien politique et personnel. Si Gol est le fils spirituel de Perin, Reynders est donc un peu son petit-fils spirituel. *Didier Reynders était mon élève-assistant à l'université, une fonction qui n'existe plus*, dit Perin. *Je me souviens encore très bien : avec ce garçon, on ne parlait jamais politique. On ne savait tout simplement pas quelles étaient ses convictions politiques - selon moi, il n'en avait aucune - et on ne savait pas non plus quelle était sa conception de la vie. A un moment donné, Gol, alors ministre, m'a téléphoné en me demandant si je n'avais pas à l'université un jeune juriste pour son cabinet. Il avait en fait remarqué qu'il n'y avait pas de diplômés de Liège dans les cabinets ministériels francophones. Et vous devez savoir que chez Jean Gol le cœur liégeois battait aussi vite que le cœur juif. Je lui ai dit : j'ai bien ici un exemplaire brillant, mais pour le reste je ne sais rien de lui. Quelles sont ses convictions ? A-t-il un quelconque intérêt pour l'engagement politique ? Je n'en ai aucune idée. Peu importe, m'a répondu Gol, envoyez-le moi ! Bon, ai-je dit, mais il doit d'abord obtenir son diplôme. Six mois plus tard, Reynders est parti au cabinet de Gol. Et celui-ci a eu d'emblée une grande admiration pour ce jeune homme.*

En 1983, Perin a décrit, dans un article intitulé *Et si les Flamands proclamaient leur indépendance ?*, quelques scénarios possibles de scission pour notre pays, parmi lesquels une déclaration unilatérale d'indépendance de la Flandre. Cela ressemble au scénario de *Bye bye Belgium*, mais vingt ans plus tôt. La Wallonie, qui ne serait pas viable en tant qu'Etat indépendant, devrait alors chercher à se rattacher à la France, estime Perin. Selon lui, les Wallons n'ont aucune alternative en dehors de la France, le pays dont ils ont été exclus par les hasards de l'Histoire. *Culturellement, la Wallonie c'est la France. Et sur le plan économique et financier, la réunion à la France est déjà un fait*, dit Perin. Dans ses archives, Perin conserve un petit mot manuscrit de Jean Gol, qui lui a fait savoir, après la parution de son article, qu'il était d'accord à 100% avec son analyse.

Aujourd'hui, l'impasse communautaire est totale. *Les Flamands ont un programme de revendications communautaires qui a été approuvé par tous les partis au Parlement flamand. Mais les francophones ne savent pas comment s'en sortir*, dit Perin. *Les leaders wallons d'aujourd'hui, Elio Di Rupo, Joëlle Milquet et Didier Reynders sont tous de bons Belges et patriotes. Pour les socialistes, il est vrai, il n'y a que la sécurité sociale qui compte, mais*

*pour la maintenir il faut aussi maintenir la Belgique. Avec cet objectif devant les yeux, ils sont même devenus monarchistes. Elio Di Rupo, c'est un véritable courtisan. Il ne dit jamais « le Roi », mais « Sa Majesté le Roi ». (il rit) Vous avez donc les Belges d'un côté, les Flamands de l'autre. Ça ne va pas. Nous nous trouvons dans une situation absurde et il est pensable que la Belgique implose un jour. Ce pays est malade et il ne peut pas être autre chose que malade.*

*Mark Eyskens a expliqué un jour, en badinant, qu'il fallait avoir vécu au moins trois siècles dans ce pays pour le comprendre. C'est vrai, sûrement en ce qui concerne la Flandre, ajoute le professeur. Pour les racines historiques lointaines du malaise actuel, il faut, selon lui, remonter au 16<sup>e</sup> siècle et au rôle funeste que l'Eglise catholique a joué à l'époque. Tout cela est la faute du catholicisme, souligne-t-il, les yeux malicieux. Avec son bras séculier, l'armée espagnole, l'Eglise catholique a arraché au 16<sup>e</sup> siècle les Flamands à leur destin naturel, à savoir faire partie des Pays-Bas. Ce que nous vivons aujourd'hui est dû en partie à ce crime historique.*

Il est bon de rappeler aussi, ajoute Perin, que le Congrès National, la première assemblée législative de la Belgique indépendante, où la nation belge prit forme en 1830, n'a été mis sur pied que par 40.000 électeurs. Sur quatre millions d'habitants. *Un pourcent de la population, donc ! C'est là que résident les germes du futur Mouvement flamand, poursuit Perin. Les libéraux ne voulaient pas entendre parler du droit de vote universel. Car la masse était ignorante, conservatrice et catholique. Et donc la masse flamande prépondérante ne comptait pas dans cette jeune nation belge*

Et cela durera pendant tout le 19<sup>e</sup> siècle. *Un pourcent de la population constituera l'assemblée représentative de l'ensemble de l'Etat-nation. Le corps électoral est bourgeois, riche et francophone – y compris en Flandre. Cela signifie donc que la soi-disant unité belge est une création de la bourgeoisie francophonie, conclut François Perin. Mais dès le début cette unité fut très faible.*

François Perin ne s'engagera vraisemblablement plus. Pourtant, l'idée rattachiste gagne incontestablement du terrain en Wallonie. Cela n'a pas encore abouti à des glissements au niveau des partis politiques. La liste Rassemblement Wallonie-France de Paul-Henry Gendebien n'a même pas obtenu 2% aux élections communales de 2006. Et François Perin, qui était âgé à l'époque de 85 ans et avait soutenu la liste de son ancien adversaire, ne récolta que 504 voix de préférence. En fait, Perin trouve qu'un parti politique rattachiste est par principe une mauvaise idée. Celui qui veut rattacher la Wallonie à la France n'a, en effet, par définition, aucun programme à proposer aux électeurs belges en termes de contenu. Il est préférable d'influencer l'opinion publique avec un travail d'étude sérieux.

François Perin s'est ainsi exprimé à la taverne Europa pendant un peu plus de trois heures, avec une demi-tasse de café. On ne décèle aucune trace de fatigue et les digressions détaillées sur la Révolution française, les généalogies royales et les vieilles cartes géographiques de l'époque de la principauté de Liège trahissent la mémoire phénoménale du svelte professeur liégeois. Aujourd'hui, Perin consacre le temps qui lui reste surtout à sa famille et à ses sept petits-enfants. Et il attend avec impatience un premier arrière-petit-enfant. *Ils doivent un peu se presser, rit-il*